



La taille optimale de l'état: Lau-delà de l'idéologie

2013/03

07 | 02 | 2013



Ivan Van de Cloot
Économiste en chef

Récemment, le gouverneur de la Banque nationale a jeté un pavé dans la mare en pointant la forte croissance du nombre de fonctionnaires au cours de la décennie passée. Comme c'est souvent le cas dans ce pays, la discussion s'est rapidement focalisée sur le messenger plutôt que sur le contenu. Il n'y a pourtant rien à objecter à l'analyse que les dépenses primaires (donc sans les charges d'intérêt) ne pourront être contrôlées qu'en agissant sur l'évolution du nombre de fonctionnaires. Hier encore, l'agence de notation Fitch a publié une analyse dont il résulte qu'en raison du vieillissement, notre pays risque de voir sa note abaissée de AA jusqu'à un cran au-dessus de la catégorie « junk ». Si elle ne change pas de politique, la Belgique se dirige vers une dette publique dépassant les 300 % du revenu national.

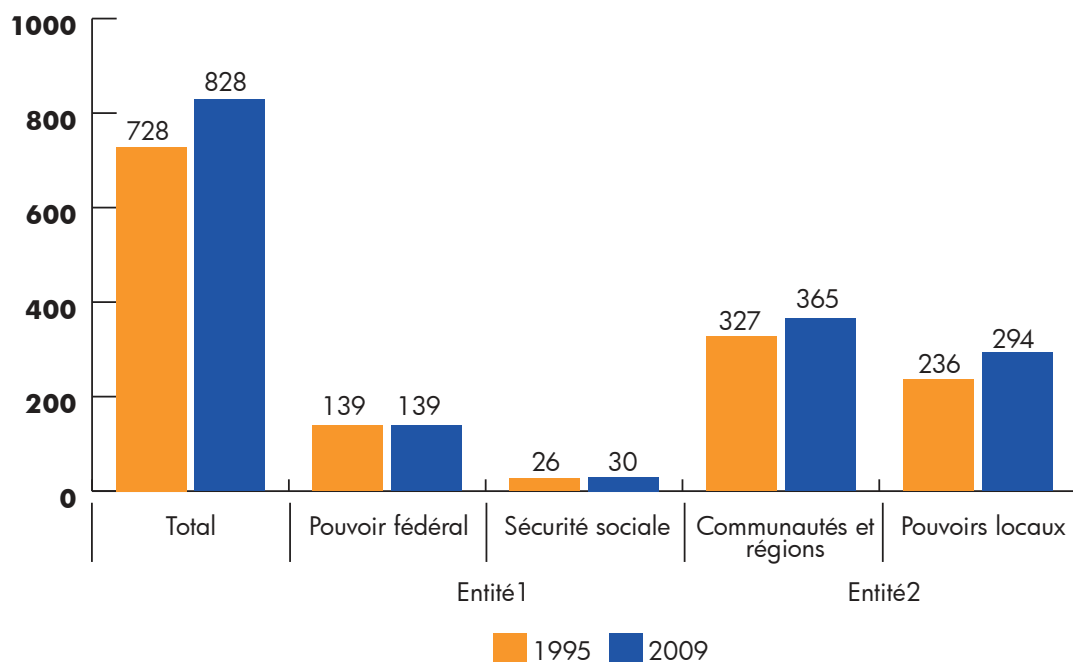
Manque de discipline budgétaire

La première étape consiste à reconnaître que notre pays a un problème fondamental de discipline budgétaire. Les antécédents sont connus : depuis 2000, les dépenses hors paiements d'intérêts ont augmenté beaucoup plus que le revenu national. Le profane n'y voyait que du feu parce que dans le même temps les charges d'intérêt diminuaient fortement. Ceci était toutefois contraire au consensus bruxellois selon lequel nous créerions un effet boule de neige inversé afin de compenser les coûts liés au vieillissement de la population. La conclusion est en

effet que notre niveau de dépenses (hors paiements d'intérêts) de 42 % du PIB était soutenable en 2000. Par la suite, on n'a cependant pas pu résister à la tentation de convertir la baisse des charges d'intérêt en de nouvelles dépenses structurelles si bien que les dépenses publiques en 2010 atteignent 50 % du PIB. Il faut dès lors en conclure que l'État vit actuellement sur un trop grand pied et que des coûts sont rejetés sur les générations futures.

Pendant ces années-là, il y avait pourtant suffisamment de sonneurs de tocsin qui révélaient que le prétendu équilibre du budget et le Fonds de vieillissement

**Emploi du secteur des administrations publiques par sous-secteur, en 1995 et 2009
(en milliers de personnes)**



n'étaient que de la poudre qu'on jetait aux yeux des gens. Ce n'était pas la première fois dans notre pays que les cassandres constataient que leur voix était à peine entendue. Après coup, oui, tout le monde affirme qu'il était évident que la rhétorique officielle sur l'utilisation de la diminution des intérêts pour anticiper le vieillissement était surtout un slogan creux. Aujourd'hui, quelqu'un comme Luc Coene affirme que les plaidoyers pour la constitution de surplus dans les années grasses ont à peine convaincu. Certaines personnes dont moi-même ont pourtant été personnellement témoins du fait qu'on entendait mais qu'on ne voulait pas écouter. Le pouvoir rend parfois dur d'oreille.

Déficit structurel

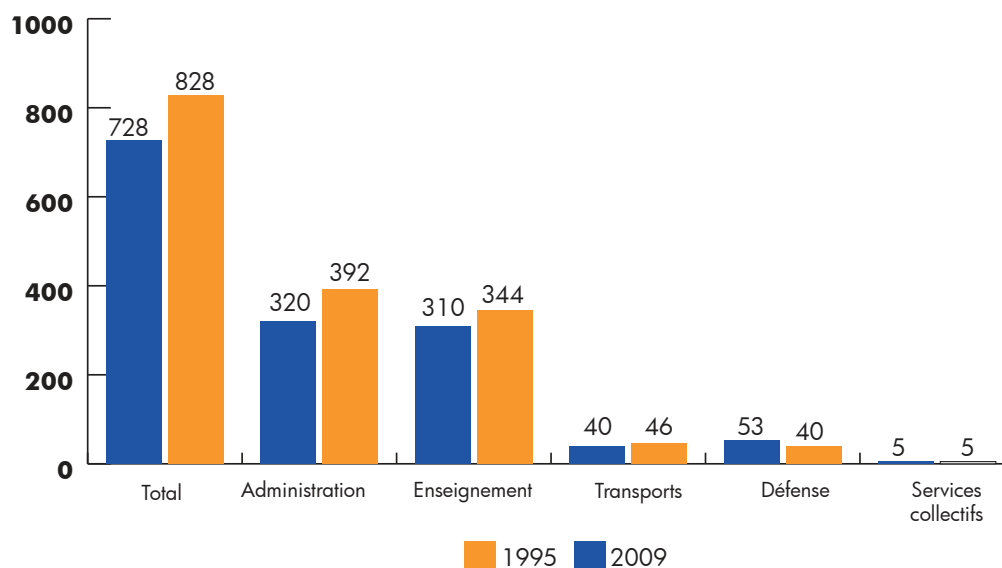
On réussit toujours à trouver de bonnes raisons pour reporter les efforts nécessaires à plus tard. Aujourd'hui, on a vite fait de se vanter quand on arrive à réduire le déficit à 3 % du PIB

alors que l'objectif était tout de même d'arriver à plus d'un demi-milliard de moins. En se comparant à d'autres pays, il ne faut pas seulement tenir compte de notre dette publique largement supérieure. Ce qui échappe également facilement au radar est le fait que dans notre pays, la composante structurelle du déficit public est nettement plus élevée que dans la plupart des autres pays européens. Ceci signifie que dans d'autres pays une partie du déficit se résorbera en raison du cycle économique mais que ce sera nettement moins le cas chez nous.

Efficacité des pouvoirs publics

Des réformes structurelles importantes sont nécessaires pour développer une culture d'évaluation au sein des pouvoirs publics. Pour ce faire, il est primordial qu'on associe les budgets davantage aux résultats qu'aux besoins. Une meilleure comptabilisation est essentielle, de manière à refléter beaucoup mieux les coûts réels.

Graphique 6 Emploi du secteur des administrations publiques par branche d'activité, en 1995 et 2009 (en milliers de personnes)



Sources: calculs BFP sur base des Comptes nationaux de septembre 2010 (ICN)

Actuellement, une grande partie des pouvoirs publics tient toujours une comptabilité de caisse comme chaque petit épicier. Faut-il encore ajouter que le jeu des nominations politiques reste un obstacle important à un meilleur fonctionnement de l'État ? Nous devons donc nous attacher sérieusement à séparer le choix politique des objectifs

et la réalisation par l'administration. Plus d'autonomie pour davantage de responsabilités doit être au centre des préoccupations. Pour rendre l'administration plus performante, il faut du personnel bien formé et une politique du personnel qui mise sur la motivation et la valorisation des résultats.

“ Pour rendre l'administration plus performante, il faut du personnel bien formé et une politique du personnel qui mise sur la motivation et la valorisation des résultats. ”

La « bonne » dimension de l'État fait l'objet de grands débats idéologiques. C'est pourquoi nous devons surtout rechercher l'efficacité, parce que personne ne peut être contre un État plus performant. Nous devons pourtant également nous demander si tout ce que font les pouvoirs publics est bel et bien opportun. Il doit être possible d'élever cette discussion au-dessus des luttes idéologiques. Ce qui me frappe toujours est que, dans un domaine aussi vital que les soins de santé, nous disposons de toute une instrumentation

pour vérifier non seulement l'efficacité mais aussi l'opportunité des dépenses. Si les bénéfices d'une intervention médicale ne dépassent pas un seuil critique, elle ne se fait pas. Le défi consiste à objectiver le rapport entre bénéfices et coûts sociaux, et ce également dans d'autres domaines d'activité de l'État.

Ivan Van de Cloot

Chef économiste

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables